

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 Bethune

Béthune, le 17/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LES MOULINS DE SAINT-AUBERT

Rue Delbecque
62660 Beuvry

Références : 592-2025
Code AIOT : 0007001106

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2025 dans l'établissement LES MOULINS DE SAINT-AUBERT implanté Rue Delbecque 62660 Beuvry. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'Inspection s'inscrit dans le plan pluriannuel de contrôle des installations classées au titre de l'année 2025. Elle porte sur le risque légionelles.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LES MOULINS DE SAINT-AUBERT
- Rue Delbecque 62660 Beuvry
- Code AIOT : 0007001106
- Régime : Enregistrement

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société LES MOULINS DE SAINT AUBERT, implantée à Beuvry sur environ 40 000 m², est spécialisée dans la fabrication de pains crus et précuits surgelés. La capacité de production est de l'ordre de 65 000 tonnes par an. Elle emploie 82 collaborateurs.

L'établissement est soumis à enregistrement sous les rubriques 2220 (pour la fabrication de pains crus et précuits) et 2921 (tours aéroréfrigérantes du site), ainsi qu'à déclaration sous les rubriques 1511 (entrepôts frigorifiques), 1530 (stockage d'emballages), 4735 (installations de réfrigération à l'ammoniac), 4802 (emploi de gaz à effet de serre fluorés - nouvelle rubrique 1185).

L'exploitation est réglementée par l'arrêté n° 2017-77 du 17 mars 2017.

La production de froid est assurée par des installations combinant ammoniac (charge de 1 321 kg), CO₂ (charge de 4 545 kg) et eau glycolée, ainsi que fluides HFC (charge autorisée de 6 000 kg).

Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	1 mois
3	Plans de surveillance, d'entretien et stratégie de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b.	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Traçabilité des actions correctives et préventives, du nettoyage annuel.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.IV.2	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	1 mois
5	Fréquence des analyses réglementaires des concentrations en Lp	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.d	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Nettoyage préventif annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c.	Demande d'action corrective	1 mois
7	Procédure en cas de dépassement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	des 100000 UFC/L			
8	Stockage des produits biocides et autres.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9	Demande d'action corrective	1 mois
9	Stockage des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 22	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Personne référente et formation des personnes en charge de la tour	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Si l'exploitant a démontré un suivi régulier des tours aéroréfrigérantes du site et l'absence de dérive récurrente des résultats de contrôle, il apparaît de fortes lacunes en termes de suivi documentaire, notamment concernant la mise à jour des analyses de maîtrise des risques (AMR), desquelles sont issus les plans d'entretien et de surveillance et les stratégies de traitement des installations.

Il apparaît nécessaire de remettre à jour l'ensemble des documents et de mettre en œuvre un suivi documentaire et procédural plus rigoureux pour prévenir tout risque de contamination.

Outre des demandes d'actions correctives, un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé par l'Inspection de l'environnement en tant que suites administratives afin de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Personne référente et formation des personnes en charge de la tour

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions d'exploitation
Prescription contrôlée :

L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender, selon leur fonction, le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque. Ces formations portent a minima sur :

- les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;
- les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;
- les dispositions du présent arrêté. En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* est dispensée aux opérateurs concernés. Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées. Il comprend :
 - les modalités de formation, notamment fonctions des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ;
 - la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonctions, types de formation, suivies, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ;
 - les attestations de formation de ces personnes. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

Constats :

Les personnes en charge des tours aéroréfrigérantes (TARs) sont les suivantes :

- Mme Audrey CREPIN, chargée de sécurité/environnement, attestation de formation du 09/12/2022 (ALQUAL) ;
- M. Damien DJEZIRI, service qualité, attestation de formation du 03/04/2023 (interne) ;
- M. Vincent BRUNELLOT, adjoint maintenance, attestation de formation du 04/09/2024 (interne) ;
- Mme Rachel ROSSETTO, directrice du site, attestation de formation du 03/11/2025 (interne) ;
- M. Christian GEBSKI, responsable technique, attestation de formation du 03/11/2025 (interne).

Les formations portent sur la gestion du risque légionelles au travers du programme suivant :

- Conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;
- Moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement et moyens de surveillance) ;
- Dispositions réglementaires : arrêté du 14/12/2013 relatif aux prescriptions applicables aux installations relevant du régime de la déclaration ou de l'enregistrement au titre de la rubrique 2921.

La société BWT, spécialisée dans le traitement de l'eau, est en charge du suivi des TARs. Ses collaborateurs disposent des compétences et des formations requises.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>a) Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.</p> <p>L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ; - les points critiques liés à la conception de l'installation ; - les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ; - les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des points I-2 c et II-1 g du présent article. <p>Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.</p> <p>Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou pour le traitement de l'eau.</p> <p>Sur la base de l'AMR sont définis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ; - un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ; - les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous. <p>En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.</p> <p>La révision de l'AMR donne lieu à une mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'AMR du 11/04/2012 pour les TARs T5, T6 et T8 ; • l'AMR du 28/07/2017 pour la TAR T9. <p>L'exploitant n'est pas en mesure de présenter les révisions annuelles des AMR. L'AMR de 2012 est incomplète sur la forme. L'exploitant s'est engagé à réaliser une nouvelle AMR pour l'ensemble des TARs. Elle s'est attachée les services de la société BWT et a passé commande pour janvier 2026. L'absence de révision annuelle des AMR constituant une non conformité à l'arrêté ministériel susvisé, un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé par l'Inspection de l'environnement en termes de suites administratives vis-à-vis de ce constat.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande n°1 : L'exploitant procédera à la révision annuelle des AMR de l'ensemble de ses TARs sous 1 mois.</u></p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Plans de surveillance, d'entretien et stratégie de traitement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>b) Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion de légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant.</p> <p>Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.</p> <p>Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, telle que décrite au point 2 du présent article, est jointe au plan d'entretien.</p> <p>Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures préventives mises en œuvre, tels que définis au point 3 du présent article. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque</p>

indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en *Legionella pneumophila*. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits chimiques utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.

Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance sont formalisées dans des procédures. En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en *Legionella pneumophila* décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière.

Les cas d'utilisation saisonnière et de fonctionnement intermittent sont analysés dans l'AMR et font l'objet de procédures adaptées dans le plan d'entretien et de surveillance. L'exploitant assure une gestion continue du risque de prolifération et de dispersion des légionelles à partir du moment où le circuit est en eau, au même titre qu'une installation fonctionnant en continu. Il s'assure de l'efficacité des actions préventives mises en œuvre, notamment en regard des objectifs de concentration en *Legionella pneumophila*.

Constats :

L'exploitant présente la stratégie de traitement BWT datée du 01/10/2025.

L'exploitant n'est pas en mesure de présenter de plans d'entretien et de surveillance formalisés.

Toutefois, les éléments relatifs à l'entretien et à la surveillance se retrouvent à travers plusieurs documents, notamment les rapports BWT (suivi des indicateurs) et la GMAO (opérations réalisées ou prévues).

L'absence de formalisation de plans d'entretien et de surveillance constituant une non conformité à l'arrêté ministériel susvisé, un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé par l'Inspection de l'environnement en termes de suites administratives vis-à-vis de ce constat.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°2 : L'exploitant formalisera sous 1 mois les plans d'entretien et de surveillance à l'issue de la réalisation de l'AMR.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Traçabilité des actions correctives et préventives, du nettoyage annuel.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.IV.2

Thème(s) : Risques chroniques, respect des consignes d'exploitation

Prescription contrôlée :

2. Carnet de suivi

L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne :

- les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ;
- les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ;
- les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant

ces périodes (intermittent ou continu) ;

- les périodes d'arrêts complet ou partiels ;
- le tableau des dérives constatées pour la concentration en *Legionella pneumophila*, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ;
- les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ;
- les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curative (dates, nature des opérations, identification des intervenants, nature et concentration des produits de traitement, conditions de mise en œuvre) ;
- les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs ;

- les modifications apportées aux installations.

Constats :

L'exploitant ne dispose pas de carnet de suivi papier.

L'exploitant présente le dossier "carnets de suivi" disponible informatiquement : les derniers éléments enregistrés datent de 2019.

Aujourd'hui, les éléments requis réglementairement dans le carnet de suivi se retrouvent dans plusieurs documents :

- rapports de nettoyage des TARS ;
- suivi BWT ;
- suivi des consommations d'eau ;
- déclarations GIDAF etc...

L'absence de traçabilité de toutes interventions survenues au niveau des tours aéroréfrigérantes de l'établissement au travers d'un carnet de suivi constituant une non conformité à l'arrêté ministériel susvisé, un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé par l'Inspection de l'environnement en termes de suites administratives vis-à-vis de ce constat.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Fréquence des analyses réglementaires des concentrations en Lp

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.d

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation

Prescription contrôlée :

a) Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse de la concentration en *Legionella pneumophila*

La fréquence des prélèvements et analyses des *Legionella pneumophila* est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). L'ensemble des seuils de gestion mentionnés dans le présent arrêté sont spécifiques à cette méthode d'analyse et exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L).

L'exploitant peut avoir recours, en lieu et place de la norme NF T90-431 (avril 2006), à une autre méthode d'analyse si celle-ci a été préalablement reconnue par le ministère en charge des installations classées. Pour chaque méthode reconnue, le ministère indique les seuils de gestion à utiliser ou la méthodologie de fixation de ces seuils par l'exploitant.
Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.

Constats :

L'exploitant procède mensuellement à la déclaration sous GIDAF des résultats obtenus sur les analyses des concentrations en *Legionella pneumophila*.

Les résultats obtenus sur les tours n°5, 6, 8 et 9 sont conformes sur l'année 2024 et depuis le début de l'année 2025, à l'exception d'un résultat ininterprétable, obtenu en octobre 2024 sur la tour n°5 et en juin 2025 sur les tours n°5 et 8. Il apparaît que l'exploitant n'a pas déclaré de nouvelle analyse suite à ce résultat, considéré comme mettant en évidence une flore interférente. Les mesures à mettre en œuvre sont définies au II.3. de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 14/12/2013 :

"3. Actions à mener si le dénombrement des Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006) est rendu impossible par la présence d'une flore interférente.

a) L'exploitant réalise immédiatement un nouveau prélèvement en vue de l'analyse en Legionella pneumophila selon la norme NF T90 431 (avril 2006). Il procède ensuite à la mise en place d'actions curatives, afin d'assurer une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L dans l'eau du circuit.

b) Si le dénombrement des Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006) est à nouveau rendu impossible par la présence d'une flore interférente, l'exploitant procède, sous une semaine, à la recherche des causes de présence de flore interférente et à la mise en place d'actions curatives et/ou correctives.

c) Suite à la mise en place de ces actions et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté."

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Nettoyage préventif annuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c.

Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation

Prescription contrôlée :

c) Nettoyage préventif de l'installation

Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la ou des tour(s) de refroidissement, de ses (leurs) parties internes et de son (ses) bassin(s), est effectuée au minimum une fois par an.

Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de

<p>légionelles.</p> <p>Si le nettoyage préventif annuel nécessite la mise à l'arrêt complet de l'installation, et que l'exploitant se trouve dans l'impossibilité technique ou économique de réaliser cet arrêt, il en informe le préfet et lui propose la mise en œuvre de mesures compensatoires.</p> <p>L'Inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert.</p> <p>Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente les rapports suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • IGIENAIR du 03/06/2024 et NOVELAIR du 16/06/2025 relatifs au nettoyage de la TAR T9 ; • NTR du 11/08/2024 et 28/03/2025 relatifs au nettoyage des TARs T5, 6 et 8. <p>Le rapport NTR du 28/03/2025 mentionne : "les structures des bacs de tours sont corrodées, source de développement potentiel de bactéries". Il apparaît que l'exploitant n'a pas prévu de plan d'actions suite à cette remarque. Elle sera prise en compte dans la mise à jour annuelle de l'AMR (cf. Point de contrôle n°2).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><i>Demande n°4 : L'exploitant veillera à prendre en compte cette remarque dans le cadre de la mise à jour annuelle des AMR des tours aéroréfrigérantes concernées et y apportera l'action corrective nécessaire.</i></p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : Procédure en cas de dépassement des 100000 UFC/L

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 (avril 2006) mettent en évidence une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure ou égale à 100 000 UFC/L.</p> <p>a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention « URGENT & IMPORTANT - TOUR AÉRORÉFRIGÉRANTE - DÉPASSEMENT DU SEUIL DE 100 000 UNITÉS FORMANT COLONIES PAR LITRE D'EAU ».</p> <p>Ce document précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les coordonnées de l'installation ; - la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> mesurée et le type de résultat (provisoire confirmé ou définitif) ; - la date du prélèvement ; - les actions curatives et correctives mises en œuvre ou prévues et leurs dates de réalisation.

En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production et met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en *Legionella pneumophila* dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/L. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'Inspection des installations classées.

En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion.

Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours.

b) A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à la mise en œuvre de ces actions est respecté.

c) Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à l'Inspection des installations classées.

Des prélèvements et analyses en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006) sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois.

d) L'AMR, les plans d'entretien et de surveillance sont remis à jour, en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de la dérive et en mettant en œuvre les mesures nécessaires à sa gestion.

e) Un rapport global sur l'incident est transmis à l'Inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident, c'est-à-dire la date du prélèvement dont le résultat d'analyse présente un dépassement du seuil de 100 000 UFC/L. Si le dépassement est intervenu dans une situation de cas groupés de légionelloses telle que décrite au point III du présent article, le délai de transmission du rapport est ramené à dix jours. Les plans d'entretien, de surveillance et l'analyse méthodique des risques actualisés sont joints au rapport d'incident, ainsi que la fiche stratégie de traitement définie au point I. Le rapport précise et justifie l'ensemble des actions curatives et correctives mises en œuvre et programmées suite à cet incident ainsi que leur calendrier d'application.

Un exemplaire de ce rapport est annexé au carnet de suivi, tel que défini au point IV du présent article.

Le dépassement est également consigné dans un tableau de suivi des dérives joint au carnet de suivi.

f) Dans les six mois qui suivent l'incident, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, telle que définie au point IV-1 du présent article.

Constats :

L'exploitant a présenté les procédures suivantes :

- SM INS 09: Lsp entre 10^3 UFC/L et 10^5 UFC/Lou Résultat flore totale > 100 000 germes/mL ou présence de flore interférente du 31/10/2017 ;
- SM INS 10: Lsp > 10^5 UFC /L du 22/12/2017.

Il apparaît que les procédures nécessitent une mise à jour pour répondre à l'article 26-II de l'arrêté ministériel susvisé. En effet, les différentes étapes ne sont pas cohérentes avec la prescription, d'autres étapes sont manquantes.

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le document "URGENT & IMPORTANT - TOUR AÉRORÉFRIGÉRANTE - DÉPASSEMENT DU SEUIL DE 100 000 UNITÉS FORMANT COLONIES PAR LITRE D'EAU".

L'Inspection rappelle que les coordonnées de l'Inspection à utiliser en cas de dépassement de *legionella pneumophila* sont :

- le n° de télécopie : 03.21.01.57.26 ;
- le courriel générique de l'UD : ud-artois.dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr ;
- le courriel de l'inspecteur en charge du suivi du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°5 : L'exploitant mettra à jour sous 1 mois les procédures en cas de dépassement ou de flore interférente en cohérence avec les exigences réglementaires et est tenu de les appliquer (cf. point de contrôle n°5).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Stockage des produits biocides et autres.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9

Thème(s) : Risques chroniques, Terrain - Prévention des accidents et des pollutions

Prescription contrôlée :

État des stocks de produits dangereux.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

La présence sur le site de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

Constats :

<p>Les FDS des produits ont pu être consultées par informatique. Toutefois, de nombreuses FDS apparaissent relativement anciennes (2017 à 2020). L'exploitant est invité à vérifier qu'il est bien en possession de la dernière version de l'ensemble des FDS des substances/produits qu'il utilise auprès de ses fournisseurs.</p> <p>Les produits stockés correspondent à la stratégie de traitement.</p> <p>Les FDS consultées dans le local de traitement des TARs 5, 6 et 8 apparaissent relativement anciennes (2017). L'exploitant est invité à les mettre à jour.</p> <p>Le local de traitement de la TAR 9 ne dispose pas de FDS.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><i>Demande n°6 : L'exploitant veillera à s'assurer auprès de ses fournisseurs qu'il dispose bien de la dernière version à jour de l'ensemble des FDS des substances/produits qu'il stocke et utilise sur son site.</i></p> <p><i>L'exploitant procédera à l'affichage des FDS à jour dans les locaux de traitement des installations. Ces actions sont à mener <u>sous 1 mois</u>.</i></p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 9 : Stockage des produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 22</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Rétentions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</p> <p>50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.
<p>Constats :</p> <p>Certains produits chimiques ne sont pas stockés sur rétention dans les locaux de traitement.</p> <p>L'absence de rétention concernant des substances/produits susceptibles d'être à l'origine d'une pollution des eaux ou des sols constituant une non conformité à l'arrêté ministériel susvisé, un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé par l'Inspection de l'environnement en termes de suites administratives vis-à-vis de ce constat.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

- Demande n°7 : *L'exploitant placera les produits chimiques sur rétentions adaptées sous 1 mois.*

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois